

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Une maison pour Al Beyt

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

SYRIE

Al Beyt, un lieu culturel et solidaire à Damas

Après la chute du régime, nous, membres du collectif Al-Beyt, voulons ouvrir un espace de rencontres internationales et artistiques pour pouvoir prendre part à la reconstruction de la Syrie.

Moaoia, Laure et Kassem ont cofondé le collectif Al-Beyt en 2021 à Paris. Kassem et Moaoia sont arrivés en France en 2015 en tant qu'exilés politiques syriens. Tous les deux travaillent dans le secteur associatif et événementiel. Laure est française et travaille dans le milieu culturel et cinématographique. La création s'est faite autour d'un impératif double: culturel et solidaire. Avec d'autres allié·es de tous horizons, le collectif a pris forme et nous avons pu construire une communauté de soutien politique, active depuis quatre ans. Nos événements proposent des discussions, concerts, projections, performances, expositions, repas, etc. Ces rencontres politiques et festives mettent en lumière l'identité syrienne tout en réunissant d'autres communautés en exil, pour partager leurs luttes et célébrer leurs cultures.

Pour étendre notre réseau, nous avons organisé des événements à Marseille, à Bâle

et à Berlin. Nous avons l'objectif d'organiser des événements à Lyon, Vienne et à Bruxelles dans l'année prochaine. C'est aussi un but pour nous d'inviter de plus en plus d'artistes habitant la région à venir jouer, présenter leur film, etc, en Europe.

Notre association a fonctionné depuis quatre ans avec une équipe 100% bénévole, sans aucun don ou subvention, uniquement avec les bénéfices de ses activités culturelles.

Nos événements ont permis au collectif de réunir des fonds pour l'achat d'un terrain dans la région d'Idleb et la construction de neuf maisons, dans le but de reloger et de redonner une autonomie aux personnes ayant dû fuir les zones contrôlées par le régime Assad. Symboliquement, racheter la terre est aussi important pour nous, exilé·es. Une initiative indépendante et autonome, à notre échelle.

Reprendre l'espace

Après la chute du régime, en tant qu'exilés politiques ayant participé à la révolution syrienne de 2011 et subi la répression du régime de Bachar al-Assad, il est plus que nécessaire pour nous de retrouver une place dans cette nouvelle ère, aussi incertaine soit-elle.

Après plus de dix années loin de notre pays, il nous est enfin possible de retourner en Syrie. Nous devons nous saisir de cette opportunité pour créer un espace où s'exercent une pensée et une expression libre. Fort·es de notre expérience en France, il nous tient à cœur de créer un pont entre ici et là-bas. La réouverture de la Syrie au reste du monde, après des années d'isolement nous permet enfin de renforcer ces échanges transnationaux.

Pour que le pays se relève de plus de cinquante ans de dictature et de silence, nous proposons un projet qui contribuera au processus de stabilisation de cette société extrêmement fragilisée.

Un lieu créé par et pour les communautés civiles.

Notre priorité est de préserver notre indépendance de toute autorité politique ou religieuse. La situation restant instable en Syrie, il est primordial pour nous de construire cet espace autonome et sûr pour tou·tes. Les Syriens et Syriennes pourront alors s'en emparer librement pour y faire entendre leurs voix et y porter leurs initiatives. Depuis la chute

du régime, la Syrie attire de nombreux investisseurs étrangers qui tirent parti de ses fragilités économiques pour servir leurs intérêts. Face à ces nouvelles ingérences, il nous faut agir vite afin de préserver notre patrimoine et notre indépendance.

Concrètement

Récemment, nous avons eu l'information par un ami journaliste franco-syrien qu'une maison traditionnelle damascène est en vente dans le centre historique de Damas. L'idée de l'acheter pour y ouvrir un centre culturel et social naît alors rapidement. En effet l'art et la culture sont nos outils de lutte et ce projet s'inscrit donc dans la continuité de notre travail actuel. Suite à des discussions avec le propriétaire, la maison en question nous est réservée à la vente jusqu'en avril 2026: nous avons 6 mois!

Nous voilà alors parti·es à fond dans cette course contre la montre pour réaliser ce grand rêve. Nous imaginons un lieu ouvert: projections de films, soirées de poésie, discussions, concerts acoustiques, expositions, ateliers, éducation populaire, formation aux médias... Avec une restauration solidaire proposée quotidiennement qui renforcera le lien social. L'objectif est de construire un espace ancré dans la société syrienne d'aujourd'hui, qui redonne place à la pensée critique, à la convivialité et à l'échange interculturel. Ce lieu proposera aussi des hébergements dans le cadre de résidences artistiques ainsi qu'un accueil pour les professionnel·les, journalistes et acteur/trices de la société civile qui viendront documenter ou participer à la reconstruction du pays.

Les activités qu'on aimerait y développer

- Café solidaire, petite restauration
 - Événements culturels publics: discussions, poésie, projections de films, concerts acoustiques
 - Ateliers de formation: informatique, médias, photographie, musique
 - Résidences pour artistes syrien·nes et internationaux
 - Accueil et hébergement pour personnes étrangères ou en déplacement ayant des projets en Syrie
- Sur le long terme:
- Salle de post production (montage et étaffonnage)
 - Studio d'enregistrement

PLUS D'INFOS

Lien vers la cagnotte HelloAsso:
<https://www.helloasso.com/associations/collectif-al-beyt/collections/>
Pour toute question, idée, conseil:
collectif.albeyt@gmail.com
Instagram: @al_beyt_collectif

En conclusion

Cette maison se situe au cœur de Damas, dans le quartier historique dont l'histoire remonte à plus de deux millénaires. Pour nous, fondateurs du collectif Al Beyt, originaires des provinces du Nord-est, (Ar-Raqqah et Deir ez-Zor), ces zones sont encore malheureusement inaccessibles. La situation en Syrie reste instable et se déplacer entre les provinces et les villes est difficile. Se positionner dans la capitale de la Syrie, là où on arrive depuis l'étranger, est donc d'une importance primordiale. La situation politique et sociale à Damas est plus stable et permettra de fa-

ciliter les déplacements et l'accueil des personnes venues d'en dehors du pays.

Pour finir, pouvoir vous présenter et projeter ce futur lieu collectif est un véritable rêve pour nous, qui avons attendu la chute de al-Assad depuis tellement d'années. Maintenant, nous pouvons enfin regarder vers l'avenir: il reste tout à faire!

Il est temps de concrétiser nos espoirs déchus de la révolution qui renaissent aujourd'hui de leurs cendres.

Moaoia, Laure et Kassem
Membres du collectif Al Beyt

UKRAINE

Soutien aux mamans

Tatyana Belousova, 40 ans, est prof de théâtre et maman d'une petite fille de trois ans. Depuis 20 ans, elle travaille avec des enfants et des jeunes dans le village de Nijnié Selychtché (Transcarpatie, Ouest de l'Ukraine), avec l'équipe locale du Forum Civique Européen¹. Elle dirige aussi l'auberge de jeunesse Sargo Rigo. En 2025, avec quelques collègues, elle a commencé à organiser des camps pour les mamans et leurs enfants nés pendant la guerre.

Jürgen Kräftner pour Archipel: Bien avant la guerre, tu t'intéressais déjà au théâtre pour le développement des enfants de six mois à cinq ans. Je me souviens de ta collaboration avec la chorégraphe de théâtre lituanienne Birutė Banevičiūtė. À la fin de l'année, tu as organisé avec quelques collègues deux camps pour les femmes ukrainiennes qui ont donné naissance à des enfants pendant la guerre.

Tatyana Belousova: Oui, avec Birutė et une collègue de Kyiv, on a été les premières, en 2018, à monter des pièces de théâtre pour les tout-petits en Ukraine. Birutė a une grande expérience et a aussi beaucoup publié sur ce sujet. L'idée de base est de donner aux enfants une grande liberté pour qu'ils puissent essayer tout ce qu'ils veulent en jouant et en expérimentant, sans les distraire inutilement par une sur-stimulation. En même temps, les mamans apprennent à être plus attentives à leurs enfants. On a beaucoup aimé ces idées et on a continué à travailler avec cette méthode avec mes collègues ukrainiennes. On a aussi sorti une sorte de manuel en ukrainien sur comment développer l'expression corporelle chez les tout-petits. Ce livre s'adresse surtout aux éducatrices de la petite enfance et aux professeur·es de danse.

Depuis, je rêve d'ouvrir un théâtre pour les tout-petits et de travailler en permanence avec les mamans et leurs enfants encore très jeunes. Depuis le début de la guerre, on a organisé plusieurs camps pour les jeunes des

zones de guerre. Parmi les animatrices des camps, il y avait plusieurs femmes avec des enfants en bas âge, dont une était enceinte. C'est comme ça qu'on a naturellement eu l'idée de proposer des séjours pour les mamans avec leurs jeunes enfants. Même dans des conditions normales, les parents s'inquiètent toujours pour leurs enfants, mais pendant la guerre, c'est un stress permanent.

En 2025, vous avez déjà organisé deux camps de ce type pour les mères et leurs enfants.

Oui, les femmes venaient principalement des zones de guerre, il y avait des femmes de soldats actifs et de soldats tombés au combat, il y avait aussi des femmes qui appartenaient elles-mêmes à l'armée et une pédiatre qui travaille avec des réfugié·es et des enfants de soldat·es. Nous avons été surpris par l'énorme demande de camps pour jeunes mères et nous avons alors réalisé qu'il n'existant pratiquement pas de camps de ce type en Ukraine.

Une mère de cinq enfants nous a raconté qu'elle envoyait régulièrement ses enfants dans des camps de jeunes, mais qu'elle n'avait jusqu'à présent trouvé aucun moyen de se remettre du stress de la guerre avec ses jumeaux de deux ans et demi. Il existe une offre de trois jours avec un contenu similaire à celui de notre camp, mais elle coûte 25.000 hryvnia (500 €). C'est pourquoi, après seulement trois jours, on avait déjà 320 inscriptions, puis nous avons dû retirer notre annonce du net.

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche:
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 51220
ua@forumcivique.org

Décembre 2025 - Nr. 353 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

Comment ces femmes vivent-elles la guerre depuis près de quatre ans?

Elles vivent dans un stress permanent pour leur sécurité et celle de leurs enfants. Et elles ont des remords, se demandant si elles n'exposent pas inutilement leur enfant au danger d'être blessé ou tué. Les femmes dont les maris sont au front passent moins de temps avec leurs enfants. L'inquiétude pour leur mari les paralyse et en même temps, elles se sentent coupables de ne pas s'occuper correctement de leurs enfants. Le mari d'une de nos mères, Alyona, est mort à la guerre. Elle a deux enfants, une fille de 12 ans et un garçon qui va bientôt avoir trois ans. Son mari est mort deux semaines après la naissance de ce garçon. À la fin du camp, elle nous a dit que c'était la première fois qu'elle s'occupait vraiment de son fils, la première fois qu'elle se sentait maman. C'est une femme forte, elle aide d'autres femmes qui ont perdu leur mari, mais elle pense tout le temps à lui et ne s'autorise pas à être mère.

Ces femmes ont aussi besoin d'un soutien psychologique, non?

Bien sûr, et il existe désormais une offre assez importante en Ukraine. Mais d'une part, beaucoup de femmes ne le savent pas, et d'autre part, ces psychologues sont souvent incomptétents. Et c'est une question de moyens. Une séance coûte environ 1000 hryvnia (20€), ce que toutes les femmes ne peuvent pas se permettre.

Dans notre équipe, on a une bonne psychologue, Svitlana. Elle travaille aussi pour une organisation d'ancien·nes combattant·es et peut, dans ce cadre, offrir un accompagnement gratuit à nos femmes après les camps, ce dont certaines d'entre elles profitent maintenant.

Vous accordez de l'importance à réunir des femmes avec des histoires différentes, non?

Oui, et on a même ajouté un autre aspect à ça. Dans les deux camps, on avait des enfants avec des besoins particuliers. Dans le pre-

mier camp, un enfant était autiste, et pendant le camp, on a remarqué qu'un autre enfant souffrait d'un problème similaire à l'épilepsie. Et dans le deuxième camp, on avait Darinka, une petite fille atteinte d'amyotrophie spinale, qui n'a plus que peu de temps à vivre. Dans notre camp, Darinka a joué pour la première fois avec d'autres enfants et a fait ses premiers pas toute seule. C'était un progrès énorme et inattendu.

On a aussi remarqué que le contact entre les mères pendant les douze jours passés ensemble était très important. Les mères observent les autres enfants et parlent ouvertement de leurs impressions. C'est important, car souvent, les femmes ne veulent pas voir certains problèmes chez leurs enfants. On devient une grande famille, et notre auberge est un cadre formidable pour ça. Au début, les mamans ont peur des escaliers, comme d'habitude (rires), mais à partir du troisième jour, tout va bien. On est tout le temps ensemble, même les accompagnatrices. Et après quelques jours, les mamans laissent leurs enfants à une autre femme pendant un moment et ont soudain du temps pour elles.

À quoi ressemble le quotidien dans le camp et qu'est-ce qui a le plus plu aux femmes?

Comme dans les camps artistiques pour ados, on accorde beaucoup d'importance à un emploi du temps bien structuré. La journée commence le matin par ce qu'on appelle le yoga en pyjama. Le soir, les enfants attendent avec impatience l'heure du conte, pour laquelle une salle spécialement décorée est réservée. Une fois les enfants couchés, l'équipe et les mères se retrouvent pour notre cérémonie du thé du soir, pendant laquelle on fait aussi de petits travaux manuels ensemble, on fabrique des bougies ou autre chose. Jusqu'à tard dans la nuit, c'est le moment d'échanger, avec l'aide de notre psychologue, et souvent, on a dû demander aux femmes d'aller se coucher à 1 heure du matin.

Pendant la journée, on fait du théâtre interactif avec les enfants, ainsi que de la musique, des exercices de rythme et de la danse. On libère les mamans pendant quelques heures où les enfants jouent dans le bac à sable sous surveillance et s'essaient au dessin sur sable. Pendant ce temps, les mamans ont du temps pour elles, travaillent avec la psy, on a aussi fait de la musique et chanté ensemble, et les femmes ont même composé une chanson ensemble.

Si tu me demandes ce qu'elles ont préféré, je dirais peut-être la cérémonie du thé en soirée et les moments de détente quand nous nous sommes occupé·es de leurs enfants et qu'elles avaient du temps pour elles-mêmes.

Quel a été le plus grand défi pour vous en tant qu'équipe?

On est tout le temps confronté·es à trois tâches en même temps. On veut que les enfants se sentent bien, on veut que les mamans profitent au maximum du temps passé ensemble, et une dynamique de groupe positive est aussi super importante. Donc, on se concentre sur ces trois questions, mais c'est justement ce défi qui nous plaît.

Vous avez aussi fait une sorte de test de qualité du camp.

Notre psy a préparé deux questionnaires. Nos participantes en ont rempli un avant le camp, et l'autre après. Ça parlait de l'anxiété, de la dépression, des dépendances et d'autres états d'esprit, les femmes ont vraiment beaucoup de problèmes. Après le camp, on leur a demandé de nous donner un retour détaillé et on a remarqué que les états d'anxiété et de stress avaient clairement diminué.

On est aussi très contentes de rester en contact avec ces femmes et qu'elles gardent le contact entre elles. On rêve ensemble de rencontres réelles avec les participantes de nos différents camps.

Quels sont vos projets pour les années à venir?

On aimerait organiser au moins un camp par saison. Et de pouvoir planifier à plus long terme, sur plusieurs années. On veut aussi rédiger des guides à l'intention des jeunes mères pour les aider à gérer le stress lié à la guerre et à transmettre ces informations à d'autres femmes dans leur lieu de résidence. Après seulement deux camps, on a déjà acquis une certaine expérience et on sait comment améliorer notre travail.

Un entretien avec Tatya-na Belousova
Réalisé par Jürgen Kräftner
Membre FCE – Ukraine

1. Voir Ukraine - Soutien émotionnel par l'art et la thérapie, de Olga Zubyk et Paul Braun, Archipel 344, février 2025.



À Odessa, une statue protégée des combats. Lyashonok/Ukrinform/Nurphoto

L'accord one in, one out

Une promesse creuse de voies de passage légales entre la France et le Royaume-Uni: présenté comme une avancée humanitaire, l'accord franco-britannique signé en août 2025 continue de susciter l'indignation. Le 10 octobre 2025, une quinzaine d'organisations ont saisi le Conseil d'État pour faire annuler cet accord. Elles dénoncent sa nature inaccessible et déshumanisante, réduisant des vies à une simple logique d'échange.

À ce stade, le Conseil d'État n'a pas encore rendu de décision.

Dès l'entrée dans le hall de la gare centrale de Calais, un message du gouvernement s'affiche sur un panneau publicitaire. «Attention!, annonce-t-il, il existe un nouveau traité entre le Royaume-Uni et la France. Si vous arrivez illégalement au Royaume-Uni à bord d'un bateau, vous risquez désormais d'être expulsé et vous ne pourrez plus revenir au Royaume-Uni, ni rester en France en situation irrégulière.» Le message est en français et en anglais, et a été projeté tout le mois de septembre et octobre dans divers lieux publics. En effet, depuis son entrée en vigueur le 6 août dernier, les deux pays ont démarré la version pilote de l'accord dit one in, one out. Celui-ci marque la volonté de la part des deux gouvernements de proposer des «voies de passage légales» et encadrées, afin de lutter contre l'immigration clandestine. Il instaure dès lors une logique d'échange: pour chaque personne entrée illégalement au Royaume-Uni et renvoyée en France, une autre pourrait partir légalement vers la Grande-Bretagne depuis le territoire français.

Pourtant, loin de se laisser décourager par cette mise en garde, des groupes de personnes exilées s'entassent aujourd'hui encore dans des bus ou des trains direction Dunkerque ou Boulogne. Certain·es ont des gilets de sauvetage, en prévision d'un passage par bateau (ou small boat) vers le Royaume-Uni. Ils partiront cette nuit ou la suivante. Comme eux, et malgré le froid mordant de l'hiver ou des conditions météorologiques qui se dégradent, de nombreuses personnes continuent aujourd'hui d'embarquer sur de fragiles embarcations pour rejoindre les côtes anglaises, dans l'espoir d'y trouver de la stabilité. Un endroit où vivre, et non plus survivre.

Rêver d'Angleterre

Amira*, originaire d'Érythrée, a tenté de s'établir en Suisse. Elle y a appris l'allemand un an durant, et bataillé pour obtenir un permis de séjour. Il lui a été refusé. Elle est désormais sur la route de l'exil, prête à tenter la traversée, malgré la peur et la fatigue. «Je n'ai plus le choix», dit-elle simplement, «Je veux juste un endroit où je peux vivre en paix, où je peux travailler.» Assise dans la cour de l'accueil de jour du Secours Catholique de Calais, elle boit un thé chaud, réchauffant ses mains engourdis par le froid automnal. Autour d'elle, des familles, des hommes seuls, des adolescent·es, tou·tes porté·es par la même conviction: de l'autre côté de la Manche, la vie sera peut-être un peu plus clément. Helen* rêve de retrouver son mari et son fils, déjà passés la semaine précédente. Amin* y cherche une stabilité, un travail, une «vie normale». Il se dit que

ce sera plus simple pour lui d'apprendre l'anglais qu'une autre langue européenne. Cela fait quasiment un an qu'il est sur la route, fuyant le contexte de violence dans son pays.

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni incarne pour beaucoup une échappatoire aux contraintes du règlement Dublin III, qui oblige les personnes exilées à déposer leur demande d'asile dans le premier pays européen où leurs empreintes ont été enregistrées. En s'affranchissant de ce cadre, le pays n'est plus tenu de renvoyer systématiquement les personnes arrivées illégalement vers un autre État membre, au contraire de la Suisse, de la France, de l'Italie ou de l'Allemagne pour ne citer que ceux-ci.

30 ans de politiques répressives sans effet dissuasif

Atteindre les côtes britanniques continue de représenter un espoir pour beaucoup, malgré les risques grandissants lors des traversées. Le nombre de départs ne faiblit pourtant pas. Ils se font par ailleurs toujours plus loin de Calais, afin d'éviter des interventions policières souvent très violentes. Celles-ci poussent les personnes à embarquer précipitamment, parfois sans vérifier correctement le bon état du bateau et de ses moteurs.

«Au fur et à mesure des accords bilatéraux, de plus en plus d'argent [...] est mis notamment dans la répression» dénonce Laura Pognet, coordinatrice de l'association Utopia 56. Cette politique répressive débutée dans les années 1990 ne semble pourtant avoir aucun effet dissuasif. «En parallèle, ce que l'on voit, ce sont de plus en plus de personnes qui tentent d'aller vers l'Angleterre en prenant toujours plus de risques».

Depuis le début de l'année 2025, l'association a recensé plusieurs dizaines de milliers de personnes en détresse sur le littoral – près de 17.000 après une traversée ratée et 13.000 en mer. Certain·es ont été localisés au large de Dieppe, multipliant par trois la distance à parcourir par rapport aux traversées depuis les plages de Calais pour une durée atteignant parfois 12 heures.

Vie et survie dans l'attente

Dans la file d'attente pour un repas distribué par l'association La Vie Active, un jeune exilé soudanais interpelle un bénévole. «Tu sais ce que ça change ce nouvel accord?», demande-t-il, «Moi je n'y comprends rien». «Il est trop tôt pour le déterminer», lui répond-t-on. De toute façon, l'accord ne s'applique pas aux mineur·es.

Cette distribution a lieu à la lisière d'un campement calaisien proche de l'hôpital. Près de 300 personnes y dorment sous des tentes

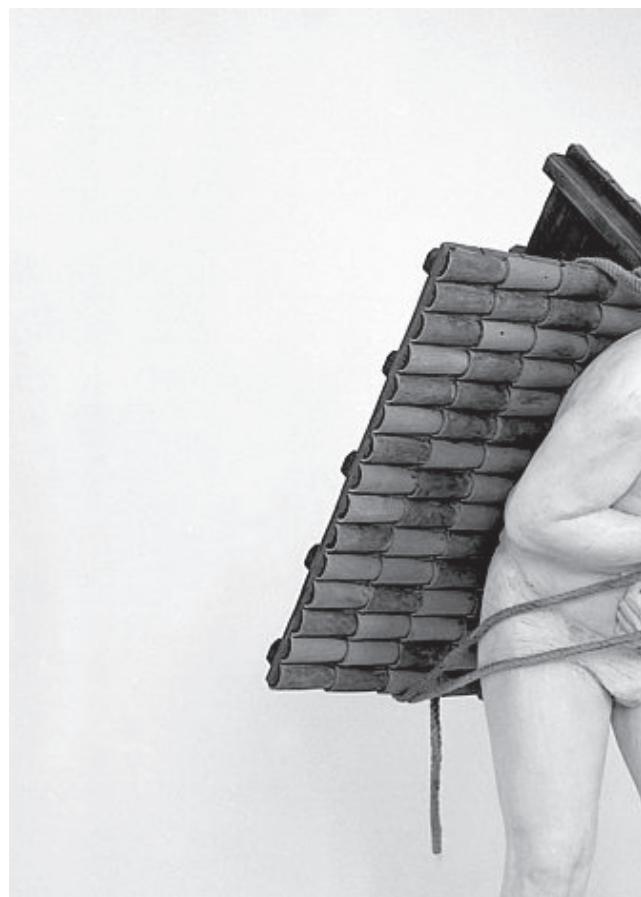
partagées à deux ou quatre, parfois simplement posées sur la terre humide. Comme celui-ci, une dizaine de lieux de vie temporaires s'étendent entre zones industrielles, bois et friches autour de Calais. Un grand terrain est occupé sur la commune de Loon Plage, à l'ouest de Dunkerque. En tout, ce sont 1000 à 2000 personnes qui y survivent en attendant des conditions météos propices au passage en bateau vers le Royaume-Uni. Certaines tentent le passage par camion.

L'attente se prolonge, plusieurs nuits, parfois des mois, encadrée par une présence policière permanente. À intervalles réguliers, des évacuations viennent rappeler que, sur le littoral, l'immobilité est interdite: c'est le principe de la politique «zéro point de fixation» mise en œuvre depuis 2016. Des convois de police ainsi que des organismes de nettoyage interviennent pour démanteler les abris de fortune et évacuer les habitant·es de ces lieux de vie. Ces interventions se succèdent, plusieurs fois par semaine, souvent à l'aube. En septembre, celles de l'Orange Squat de Calais et de la «jungle» de Dunkerque ont forcé plus d'un millier de personnes à se relocaliser, parfois seulement quelques centaines de mètres plus loin. Tentes, affaires personnelles et papiers sont le plus souvent confisqués ou détruits.

La perte et l'absence de papiers engendrent dès lors une grande précarisation. Dans le cadre spécifique de l'accord one in, one out, disposer de documents d'identité et, dans le cas des familles, de certificats de naissance ou de mariage, est un prérequis obligatoire pour postuler à la nouvelle voie de passage prévue.

Des critères inadaptés à la réalité de l'exil

Posséder des documents valides ne suffit pour autant pas à garantir l'accès au visa vers l'Angleterre. «Celles et ceux qui les ont



encore ne savent pas où aller pour remplir ce formulaire, ne savent pas vers quelle organisation se tourner. Or, on considère qu'il faut un accompagnement adapté pour que chacun·e puisse avoir sa chance d'obtenir ce visa», souligne Léa Biteau, responsable du Secours Catholique de Calais. Dans la cour devant elle, cinq hommes démarrent une partie de foot, pendant que d'autres partent prendre une douche ou laver leurs vêtements. Trois femmes s'en vont recharger leur téléphone dans une salle sur le côté, tandis que leurs enfants jouent avec des bénévoles. Chaque après-midi de semaine, entre 500 et 1000 personnes se présentent à cet accueil de jour.

Pour pallier ce besoin d'accompagnement juridique, l'organisation Refugee Legal Support propose une permanence toutes les deux semaines à l'accueil de jour du Secours Catholique. Ces sessions de soutien et d'accès aux droits permettent d'aider les personnes exilées à remplir le formulaire requis pour espérer bénéficier de ce nouvel accord. Néanmoins, «très peu de personnes viennent solliciter le Refugee Legal Support à ce sujet. Beaucoup nous confient avoir peur car très peu d'informations sont disponibles sur les suites d'une acceptation», précise Marie-Laure Richter, salariée du Secours Catholique. Elle ajoute par ailleurs que «cela fait un mois que certain·es ont postulé, et sont toujours sans réponse». Le délai officiel annoncé par les autorités françaises est de 14 à 28 jours.

Les conditions d'admission sont strictes: être en France, ne pas avoir de statut de protection ni de droit de séjour, ne jamais être entré au Royaume-Uni sans autorisation. Celles et ceux obtenant un retour doivent confirmer leur géolocalisation dans un délai très court; faute de quoi, la demande échoue. «La plupart des personnes que nous aidons

n'ont pas leur passeport physique, ce qui les empêche de faire une demande», explique Basma Kamel, chargée de sensibilisation chez Refugee Legal Support. «D'autres ont encore leur carte d'identité, mais ne peuvent accéder à leurs e-mails que de manière sporadique ou ont du mal à vérifier leur localisation. La demande ne peut être traitée qu'une fois qu'elles ont confirmé leur présence en France, ce que beaucoup ne sont pas en mesure de faire. Une autre raison fréquente de refus est d'ordre technique: des photos floues ou des informations peu claires entraînent souvent le rejet des demandes».

Autre critère en profond décalage avec la réalité des parcours migratoires: pour être prioritaire, il est recommandé d'avoir déjà séjourné six mois au Royaume-Uni, en situation régulière, au cours des cinq dernières années.

Le 14 octobre, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme a publié un communiqué incriminant, révoltée par ce qu'elle nomme un «cynique échange d'êtres humains». Selon elle, la procédure «manque de clarté» et «entraîne une grande instabilité et précarité» auprès des personnes exilées.

«Ça n'a pas l'air bien pour nous, tout ça» commente Poorya*, un homme iranien en apprenant les conditions d'applications. Les ressortissant·es de certaines nationalités dont les demandes d'asiles sont fréquemment acceptées par le Royaume-Uni sont favorisé·es, en excluant d'autres. Un tirage au sort intervient ensuite pour départager les demandes. En 2024, 66% des Iranien·es arrivé·es au Royaume-Uni après des traversées clandestines de la Manche ont obtenu l'asile, contre 99 % des Syrien·nes et des Soudanais·es.

«De toute façon, c'est un voyage très dangereux pour aller d'ici en Angleterre. Je ne veux pas voler la chance à d'autres de rester là-bas», ajoute Poorya*. Au-delà des critères d'admission stricts et de sa nature arbitraire, ce processus est rejeté par beaucoup simplement pour ce qu'il représente. Son voisin syrien acquiesce: «Je suis contre cet accord. Ce serait prendre la place d'une personne qui a déjà risqué sa vie pour traverser».

Une mise en œuvre contestée

Depuis la mise en place du projet pilote, le gouvernement anglais se targue d'avoir pu «retirer 42 migrants illégaux» de son territoire. D'autres personnes sont toujours enfermées au Royaume-Uni, dans l'attente de savoir si elles seront renvoyées en France dans le cadre de cet accord contesté. Fin août, la BBC en dénombrait «plusieurs douzaines».

Les élus locaux restent dubitatifs quant au potentiel transformatif de l'accord. «Ce texte ne traite pas des causes profondes des migrations», estime Bertrand Ringot, maire de Gravelines, commune de 12.000 habitant·es à l'est de Calais. «Il se contente de gérer des flux à court terme, [...] et sert davantage à donner des gages politiques de fermeté qu'à résoudre concrètement le problème des traversées.» Le collectif de maires du littoral n'ayant «nullement été consulté» lors de l'élaboration de l'accord, cet élu regrette le manque de considération de la part du gouvernement français, ainsi que l'absence de dialogue politique avec les autorités régionales britanniques. «Nous, les élus

locaux, avons des relations purement techniques avec les autorités du Kent.» souligne Bertrand Ringot. «Ce que l'on demande, c'est un dialogue politique avec les Anglais. Je pense qu'il est plus que temps. On ne peut pas se limiter seulement à des relations d'État à État.»

Dans une tribune parue le 8 octobre dans *Le Monde*, un groupe d'organisations et citoyen·nes dénoncent «un marchandage institutionnel de vies humaines». L'association Utopia 56 décrit quant à elle dans un communiqué «un dispositif [...] qui sacrifie l'accès à la protection internationale, où les personnes concernées sont traitées comme de simples chiffres interchangeables». Les termes de cet accord sont donc jugés indécents et attentatoires à la dignité humaine.

C'est cependant le procédé par lequel il a été imposé qui permet désormais à ces organisations d'agir. En raison de l'absence de débat au Parlement et les conditions de mise en œuvre des renvois, une quinzaine d'associations² a saisi le Conseil d'État, chargé de contrôler la conformité des engagements internationaux de la France. «Côté français, l'accord a été validé sur simple décret, alors qu'il touche à la liberté de circulation de personnes physiques, puisque des personnes sont et seront enfermées au Royaume-Uni», explique Amélie Moyart, chargée de communication chez Utopia 56. «Cela aurait dû passer par un débat au Parlement, ce qui nous permet d'attaquer ces accords pour vice de procédure.»

Alors même que les deux gouvernements vantent la création de «voies de passage légales» entre les deux pays, le Royaume-Uni a, fin août, suspendu le regroupement familial pour les réfugié·es. Mari, femmes ou enfants de personnes ayant obtenu l'asile en Angleterre ne peuvent donc plus les rejoindre de manière légale. Cela pousse alors certaines personnes à entamer des voyages dangereux et réprimés. «C'est encore une fois la preuve que cet accord n'est qu'un coup de communication», déplore Amélie Moyart. «En parallèle, le gouvernement anglais vient de mettre fin à ce qui représentait l'une des seules options de passage réellement sûres pour certaines personnes.»

Depuis la mise en place de l'accord, deux hommes ayant été renvoyés en France dans le cadre de l'accord ont à nouveau traversé le Royaume-Uni. Ils ont été immédiatement appréhendés et l'un d'entre eux, directement renvoyé. Encore une preuve que ces accords peinent à produire l'effet dissuasif annoncé et ne suffisent pas à endiguer la détermination de celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de partir.

Justine Bosset*

* Justine Bosset est récemment diplômée de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement à Genève. Au cours de son master en développement international, elle s'est focalisée sur les thématiques du genre, du racisme et de la migration. Après quelques mois de travail au sein d'une organisation d'aide d'urgence aux personnes exilées, elle est retournée en Suisse et a commencé à écrire des articles pour différents médias.

1. Les prénoms suivis d'une astérisque ont été modifiés.
2. Les associations sont: Gisti, l'Anafé, la Ligue des Droits de l'Homme, Secours Catholique, Dom'Asile, ARDHIS, Médecins du Monde, la Cimade, SALAM, Human Rights Observers, l'Accueil Demandeurs d'Asile (ADA), Fédération des associations de solidarité avec tou·tes les immigré·s et l'association Groupe Accueil et Solidarité (GAS).



Adrian Paci, *Home to Go (un toit à soi)*, 2001

À propos de *Kompas*

Kompas 071 est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui apporte aide et soutien aux personnes dans le besoin, en particulier aux personnes déplacées (réfugié·es, migrant·es et demandeur/euses d'asile). Notre travail est guidé par les principes de solidarité, d'antifascisme, d'antiracisme, de liberté et d'égalité pour tou·tes.

La plupart de nos activités se déroulent dans un centre de jour à Sarajevo, qui offre une gamme de services aux personnes dans le besoin. Avec l'ouverture du centre, Kompas a commencé à offrir un espace sûr aux personnes déplacées, leur permettant de se laver, de laver leurs vêtements, de recevoir des produits de première nécessité (tels que vêtements, chaussures, kits d'hygiène, nourriture, etc.) ou simplement de passer la journée.

Bien que notre travail se soit principalement concentré sur Sarajevo, plaque tournante centrale de la Bosnie-Herzégovine, entre 2021 et 2023, nous avons également géré un centre d'accueil de jour dans la banlieue de Bihać, afin de venir en aide aux personnes déplacées qui vivaient en dehors des centres de transit officiels, dans la rue ou dans des maisons abandonnées, sans conditions de vie élémentaires.

À ce jour, plus de 20.000 personnes dans le besoin ont fréquenté nos centres de jour à Sarajevo et Bihać. La majeure partie du soutien financier et matériel nécessaire au travail de l'organisation provient de dons de particuliers, de groupes et d'organisations, une petite partie provenant de projets.

Le contexte de la Bosnie

Depuis 2018, la situation sur la route des Balkans évolue constamment. Bien que beaucoup affirment que le pic des arrivées a été atteint en 2019/2020, c'est en réalité en

2023/2024 que la Bosnie a enregistré le plus grand nombre de personnes dans les TRC (centres d'accueil temporaires), selon les données du ministère bosnien de la Sécurité et de l'OIM. Cependant, le nombre total de personnes déplacées en Bosnie, ainsi que dans d'autres pays situés le long de la route, doit toujours être considéré avec prudence, car de nombreuses personnes n'entrent jamais dans les camps et ne sont donc pas enregistrées dans les données officielles. La guerre en Ukraine et les guerres actuelles au Moyen-Orient ont détourné l'attention du grand public et des donneur/trices de la situation sur la route des Balkans. Le nombre de groupes travaillant sur le terrain est à son plus bas niveau, tout comme le nombre de dons, alors que les besoins continuent d'augmenter chaque jour.

Il y a moins de deux mois, la Bosnie a signé l'accord avec Frontex, devenant ainsi le dernier pays de la route des Balkans à le faire. Bien que nous n'ayons pas encore vu d'agents Frontex à nos frontières, la plupart d'entre eux seront stationnés à nos frontières orientales avec le Monténégro et la Serbie, Frontex étant déjà présent à la frontière entre la Croatie et la Bosnie. Les dernières informations fournies par notre ministère de la Sécurité indiquent que Frontex a déployé les 100 premiers agents en Bosnie au cours du mois d'octobre 2025. Cela représente un changement significatif dans la situation générale en Bosnie, et nous élaborons actuellement un plan de surveil-

NOUS SOUTENIR

Si vous souhaitez nous soutenir et nous permettre de poursuivre notre travail pendant une année supplémentaire, vous pouvez le faire de plusieurs manières:

- Vous pouvez faire un don directement sur notre compte:

Titulaire du compte: Udruzenje Kompas 071

Adresse du titulaire du compte:

Put zivota 12

Code IBAN: BA391610000254550030

Banque: Raiffeisen BANK dd Bosna i Hercegovina

Zmaja od Bosne bb, 71 000 Sarajevo, Bosna i Hercegovina

SWIFT: RZBABA2S

- Vous pouvez aussi faire un don via notre site web ou Donorbox en utilisant ces liens:
<https://www.kompas071.org/donate>
<https://www.donorbox.org/protect-people-not-borders-1>

- Vous pouvez enfin partager cet article via vos réseaux, suivre nos réseaux sociaux et nous aider à toucher le plus grand nombre de personnes possible.

Merci pour tout!

lance qui impliquera les membres de l'équipe *Kompas* qui se rendront chaque mois dans les zones frontalières et suivront les activités de Frontex dans le pays.

Situation actuelle sur le terrain

Outre les conditions générales dans les camps de réinstallation, la plupart des personnes nous disent qu'elles se sentent très en insécurité à l'intérieur des camps, en raison du nombre croissant de gangs de passeurs qui opèrent à l'intérieur. Celles et ceux qui restent à l'extérieur des camps à Sarajevo ont cité cela comme la principale raison pour laquelle ils ne veulent pas y rester. Cependant, l'extérieur n'est pas beaucoup plus sûr. Nous avons recueilli des témoignages de personnes déplacées qui ont été kidnappées par divers gangs et ont été victimes de tortures, de violences et d'extorsion.

Les ravisseurs réalisent généralement des vidéos et des photos qu'ils envoient aux familles afin d'obtenir la somme d'argent qu'ils exigent pour la libération de la personne kidnappée. Cette année, l'équipe *Kompas* a participé à deux reprises au sauvetage réussi de personnes kidnappées, en coordination avec la police et les familles des personnes kidnappées ou les victimes elles-mêmes.

Le contexte dans lequel nous travaillons et la situation générale sur le terrain ont également affecté *Kompas*, notamment en ce qui concerne la crise financière et le



Louis Jammes, *Le chemin de l'exil (détail)*, 2015, frontière serbo-croate, Sid, Serbie

nombre de dons, en argent ou matériel, que nous avons reçus au cours de l'année écoulée.

Nous sommes passé·es de 7 à 10 dons par an à seulement deux ou trois, ce qui a rendu notre travail beaucoup plus compliqué et augmenté le besoin de soutien financier pour acheter des articles non alimentaires, de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. En raison des mauvaises conditions dans les centres d'accueil, de plus en plus de personnes nous contactent pour que nous les aidions à trouver un hébergement.

Bien que nous essayions d'aider autant que possible, nous ne sommes pas en mesure de répondre à plus de 30 % des demandes. Dans le même temps, nous n'arrivons pas à retenir les membres de l'équipe locale, car nous ne pouvons même pas leur offrir un salaire minimum pour qu'iels continuent à travailler avec *Kompas*.

Depuis le début de l'année 2025, *Kompas* a perdu trois membres permanents de son per-

sonnel local et fonctionne actuellement avec seulement deux membres permanents et deux bénévoles du collectif *Frach Collective*, qui nous rejoignent chaque mois. Pendant tout ce temps, nous nous sommes battu·es pour conserver la majorité de l'équipe locale afin d'assurer la stabilité de l'organisation.

Malheureusement, à l'heure actuelle et pour la première fois en cinq ans, nous ne sommes pas en mesure de le faire. Nous pensons que la seule façon d'assurer la stabilité et la pérennité, au moins pendant un certain temps, est d'avoir des membres permanents de l'équipe qui travaillent sur diverses tâches, notamment la gestion du centre, mais aussi la défense des droits, l'éducation et l'information, qui sont indispensables en ce moment.

Avec toute notre solidarité,
L'équipe Kompas*

* <https://www.kompas071.org/>

leur terre, mais aussi leurs fils et leurs filles. On leur refuse le droit à la vie. Pourtant, elles continuent de se battre pour la terre, pour la vie, pour un avenir libre et digne.

À la *Via Campesina*, nous réaffirmons que notre lutte est mondiale. Nous reconnaissions que notre lutte contre l'occupation sioniste en Palestine est la même lutte contre le capitalisme sauvage et les multinationales qui volent les semences des paysan·nes, détruisent l'environnement et asservissent les gens. Notre lutte contre le génocide en Palestine est une lutte contre les régimes patriarcaux, rétrogrades et impérialistes qui oppriment les femmes partout dans le monde.

Mon message à vous et à toutes les femmes, les jeunes et les hommes du monde qui embrassent des causes justes est: ne laissez pas la Palestine seule. Notre lutte n'est pas locale. C'est la lutte de tout être humain qui rejette l'injustice. Nous sommes inébranlables et nous nous battons. Nous rêvons d'une liberté incassable.

Ensemble, nous devons défendre et protéger les femmes paysannes contre toutes les formes de violence et d'exploitation, en garantissant leur droit à la terre, aux semences et à l'eau. Nous continuerons d'exprimer notre solidarité mondiale avec le peuple palestinien, considérant sa lutte comme indivisible de la lutte du peuple contre l'impérialisme. Nous lutterons contre le régime patriarcal et capitaliste qui marginalise les femmes, opprime les paysan·nes et détruit l'environnement. Nous affronterons les entreprises monopolistiques qui volent les semences des paysan·nes, imposant une agriculture industrielle dévastatrice au détriment de l'agriculture populaire et de la souveraineté alimentaire. À travers ces actions, nous construirons un mouvement mondial de lutte ancré dans la solidarité et le partage d'expériences et de connaissances, qui place la souveraineté alimentaire au centre de la lutte pour la justice sociale et la libération nationale et féministe.

Camarades, notre lutte est pour la vie face à la politique de la mort. D'ici, nous élevons la voix: il n'y a pas de souveraineté alimentaire sans une Palestine libre, il n'y a pas de justice sociale sans des femmes rurales libres, il n'y a pas d'avenir pour notre peuple sous le contrôle de l'impérialisme, du capitalisme et de l'arriération. Mondialiser la lutte, mondialiser l'espoir!

Samah Abunina*
12/11/2025 |

* Samah Abunina est membre de la *Via Campesina* en Palestine. Le texte est une édition de son discours lors de l'Assemblée des Femmes du 3ème Forum mondial Nyéléni.

1. Fondée en 1993, La *Via Campesina* est un mouvement international qui rassemble des millions de paysan·nes, de travailleur·euses sans terre, d'autochtones, d'éleveur·euses, de pêcheur·euses, de travailleur·euses agricoles migrant·es, de petit·es et moyen·nes agriculteur·trices, de femmes rurales et de jeunes paysan·nes du monde entier.

2. Nyéléni est une paysanne malienne dont l'existence a été transmise par la tradition orale africaine. Originaire de la région de Séguo, elle n'a eu de cesse d'exceller dans tous les domaines afin d'être la fierté de ses parents. On lui attribue la domestication du fonio, une céréale aux grains minuscules, cultivée dans la partie sahélienne de l'Afrique de l'ouest. Nyéléni est devenue le symbole de l'engagement des femmes dans la vie sociale malienne. Les organisatrices du forum mondial pour la souveraineté alimentaire qui s'était tenu à Sélingué au Mali en 2007 avaient choisi de lui rendre hommage en baptisant cette rencontre «Nyéléni 2007».

PALESTINE/AGRICULTURE

En Palestine, les femmes sont les icônes de la révolution

Voici le discours prononcé par Samah Abunina de La Via Campesina¹ lors de l'Assemblée des femmes du 3^e Forum Mondial de Nyéléni².

Je suis une femme de Palestine, où les voix des femmes sont censées être enterrées sous les décombres. Mais malgré les différentes formes de blocus, je suis ici aujourd'hui pour faire entendre la voix des femmes palestiniennes – paysannes, révolutionnaires, martyrs et prisonnières.

Je suis témoin du crime qui se passe, des femmes qui perdent leurs enfants sous les bombardements, des femmes chassées de chez elles, de toute une génération privée du droit de vivre dans la dignité. Nous avons connu le génocide, la famine et les déplacements forcés. Cependant, nous nous accrochons à notre terre, en prenons soin, la protégeons et la défendons.

En Palestine, les femmes sont les icônes de la révolution, de la résurrection et de la renaissance. Ce sont elles qui protègent leurs maisons assiégées et leurs terres, sous la menace d'expropriation et d'implantation. Les femmes sont les gardiennes de la mémoire collective. Ce ne sont pas de simples victimes, mais des cibles qui, lorsqu'elles sont touchées, ont un impact sur les générations futures.

Je me tiens devant vous aujourd'hui au nom des femmes paysannes qui constituent l'épine dorsale de la souveraineté alimentaire dans le monde entier. En même temps, elles sont parmi les plus vulnérables à la marginalisation et à l'exploitation. Les femmes rurales cultivent leur terre, préparent les semences, s'occupent des animaux et assument la responsabilité de nourrir les nations. Cependant, elles se voient refuser les droits fondamentaux à la terre, à l'eau et aux semences, et ce sont

elles qui subissent la violence patriarcale, sociale et économique. Elles paient le prix le plus élevé de la pauvreté, des déplacements forcés et des conflits armés.

Dans la région arabe, la souffrance des femmes à la campagne est aggravée par des régimes politiques et économiques satellites, subordonnés à des puissances étrangères, limités par des accords qui placent les intérêts des grandes entreprises au-dessus des intérêts du peuple. Les femmes rurales des pays arabes sont privées de ressources et menacées par le changement climatique et la sécheresse. Elles sont confrontées à des politiques agraires néolibérales qui les privent de leurs droits à la terre, au travail et à une vie digne. Cela dit, elles restent inébranlables, luttant pour que la vie continue, pour protéger la terre et défendre le droit des peuples à l'alimentation et à la souveraineté.

La situation dans mon pays, la Palestine occupée, est encore plus difficile. Les femmes paysannes palestiniennes sont confrontées à l'occupation, aux colonies et à la confiscation des terres, en plus de la violence quotidienne perpétrée par la machine de guerre coloniale sioniste.

Le génocide auquel les Palestiniens sont confronté·es aujourd'hui révèle l'impérialisme cruel et la complicité des puissances coloniales et capitalistes mondiales. À ce jour, on compte plus de 73.000 martyr·es et disparu·es, dont 19.000 enfants, et plus de 13.000 femmes ont été tuées par les bombardements, la famine et le siège. Les femmes palestiniennes perdent non seulement leur maison et

Radio Zinzine - Radio libre!

Pour celles et ceux d'entre vous qui suivent notre rubrique «À vos postes», des nouvelles de Radio Zinzine, implantée sur la même colline que le Forum Civique – France.

Voici venu le temps des frimas, et de notre lettre annuelle de demande de soutien, dans un contexte bien particulier: la menace d'une diminution de 40 % de la subvention du Fonds de Soutien (FSER), qui assure plus de la moitié de nos dépenses. Une attaque frontale envers des centaines de radios indépendantes, dont beaucoup risqueront de disparaître, des voix en moins dans la lutte contre la *bolorisation*¹ de l'information. Pour nous à Radio Zinzine, même si le bénévolat est majoritaire, la secousse serait de taille. On y survivra probablement, mais avec des ajustements majeurs sur les investissements et le fonctionnement.

Au-delà de cette fâcheuse nouvelle, les temps ne se prêtent pas à beaucoup d'optimisme, et les lendemains qui chantent se sont enroués. On vit à l'ère des «vérités alternatives» et du pouvoir décomplexé, dont Trump et Poutine ne sont que des exemples caricaturaux. Sans oublier le déferlement technologique des chantres survoltés de l'IA, les Musk et ses clones, qui nous vendent le monde 2.0. Le réchauffement climatique devient une opinion. Les «gauches» se sabordent, sans souffle, sans courage. Les extrêmes-droites ont pignon sur rue et gagnent en influence.

Pourtant, quand on change de focale, qu'on regarde les choses à une autre échelle, d'un peu plus près, il y a des raisons d'imaginer que les lendemains retrouvent leur voix. Partout, des initiatives, des regroupements, des solidarités, des victoires (petites certes, mais réelles) sur des projets scélérats, des cerveaux qui ne se laissent pas lobotomiser. On sème et on plante sur l'emplacement des grands in-

cendies, on invente de nouvelles façons d'être ensemble, on ne cède pas à l'impuissance. La vraie vie, quoi, et elle est foisonnante. On se rend compte qu'on n'est pas tou·tes seul·es, ça soulage. Et heureusement, les médias indépendants sont là pour s'en faire l'écho. En France, plusieurs initiatives de taille sont nées cette année pour coordonner et affirmer cette constellation: portail des médias libres, fonds de soutien aux médias indépendants, regroupement des sites mutualistes...

Et chez nous, alors? De nouvelles émissions, un nouveau site web, beaucoup plus fonctionnel, en cours de finalisation, une newsletter qui fait ses premiers pas².

On se fait aussi toujours l'écho des bagarres et des projets intéressants, on se hasarde encore à analyser, décrypter les grands et petits phénomènes de ce monde, épaulés par une myriade de contacts beaucoup plus savants que nous sur nombre de sujets.

Heureusement, le studio est niché dans la splendeur de l'automne et il est impossible dans ces couleurs de s'abandonner à la grisaille de l'esprit. Un proverbe indien dit «*Si tu vois la vie en gris, déplace l'éléphant*». Déplaçons-le ensemble, voulez-vous?

L'équipe de la Zinzine

1. Concentration des médias dans les mains de moins en moins de patrons, et de plus en plus d'extrême droite, d'après Vincent Bolloré, propriétaire des chaînes du Groupe Canal+ (C8, Canal+, CNews, CStar), de l'éditeur Editis, des radios Europe 1 et RFM, ou encore de *Télé-Loisirs*, *Geo*, *Gala*, *Voici*, *Femme actuelle*, *Capital*, *Paris Match* et *Le Journal du dimanche*.

2. Pour s'abonner à la Newsletter, ou soutenir la radio: <https://radiozinzine.com/>



A VOS POSTES!

Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine



T'aurais pas une adresse?

Discussion croisée autour de la sortie du livre/dvd *T'aurais pas une adresse?* Archives d'une lutte pour la liberté de l'avortement. Ce livre propose textes, films, montage sonore, et autres, issus des archives du MLAC de Gennevilliers (Mouvement pour la Liberté d'Avortement et de Contraception), ainsi qu'une réflexion autour de la transmission dans les luttes féministes des années 1970 à nos jours. «... Se plonger dans les archives du groupe MLAC de Gennevilliers, c'est redécouvrir une façon de faire communautaire et de s'organiser qui nous inspire. C'est faire la lumière sur une expérience d'autonomie concrète dans le soin d'habitude réservé au corps médical.» <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10916>

Représenter les politiques des drogues

Pour les spécialistes et militant·es, il est clair que la politique gouvernementale française est contre-productive et que l'on s'acharne arbitrairement sur les petits consommateur/trices sans s'attaquer sérieusement au sommet des trafics. Il suffit de savoir que l'État ne met que 7 enquêteurs financiers sur la piste du blanchiment pour s'en convaincre. De même les exemples existent, comme au Québec, pour montrer que la libéralisation contrôlée est bien plus efficace contre la violence et la surconsommation que la répression démagogique et spectaculaire. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10899>

Pastoralisme et ethnologie

Un échange passionnant entre ethnologues et photographes autour de la question du pastoralisme, en France et au Népal. Avec Guillaume Lebaudy, docteur en anthropologie sociale (ÉHESS) et auteur de nombreuses publications sur les cultures pastorales et sur la transhumance, Théophile Johnson qui réalise une thèse en anthropologie sociale et culturelle sur les relations et le régime de communication entre l'homme et l'animal dans le contexte du métier de berger et Franck Pourcel, auteur photographe indépendant qui questionne les rapports que l'humain entretient avec son territoire. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10869>

Pour l'indépendance du monde du livre

Qu'est-ce que cela signifie d'être une librairie indépendante? Comment conjuguer les défis économiques avec l'envie de pouvoir choisir librement les livres qu'on veut proposer, sans subir l'influence des grandes éditions et distributeurs. Parallèlement, en tant que petite édition, comment arriver à survivre et même prospérer dans un monde de plus en plus dominé par des éditions contrôlées par des milliardaires avec l'objectif de faire avancer l'extrême-droite? <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10854>